



**VIDÉO-CONFÉRENCE**  
**AVEC M. WOLFENSOHN, PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE**  
8 JUILLET 2004  
**TRANSCRIPTION DES DISCUSSIONS**

**Participants / Sites**

- **Siège de la Banque Mondiale à Washington**
  - ❑ ***African Wildlife Foundation***  
Lynn Foden
  - ❑ ***Banque Mondiale***  
Emmanuel Mbi  
Giuseppe Topa  
James Wolfensohn  
Jim Douglas  
Laurent Debroux  
Nils [?]  
Xavier Devictor  
Représentant de Calisto Modavo [?]
- **Bureau de la Banque Mondiale (BBM) à Bruxelles**
  - ❑ ***Greenpeace France***  
Illanga Itoua
  - ❑ ***Greenpeace International***  
Filip Verbelen
  - ❑ ***RAPY***  
Pacifique Mukumba  
Adolphine Muley
- **BBM à Djakarta**
  - ❑ ***CIFOR***  
David Kaimowitz
- **BBM à Kinshasa**
  - ❑ ***African Wildlife Foundation***  
Jef Dupain
  - ❑ ***BBM***
    - Onno Rühl
    - Emilie Mushobekwa [?]
    - [Autre ?]

- **Société civile**
  - **Avocats Verts et REPEC**  
Augustin Mpoyi
  - **CENADEP**  
Joseph Bobia  
Maître Kabuya
  - **CEPECO Bas-Congo**  
Pasteur Jacques Bakulu
  - **Groupe de Travail Forêts - GTF**  
Bienvenu Ngoy
  - **BBM à Libreville**
    - **WWF Central Africa Regional Programme Office**  
Pauwel de Wachte
  - **BBM à Londres**
    - **Rainforest Foundation UK**  
Simon Counsell  
Cath Long
  - **BBM à New York**
    - **Worldlife Conservation Society**  
Jefferson Hall
  - **Rainforest Foundation Norway à Oslo**  
Lionel Diss
-

## Interventions

### **Mot de circonstance de James Wolfensohn, Banque Mondiale (BM)**

Avant toute chose, permettez-moi de vous souhaiter à tous la bienvenue, et permettez-moi de remercier nos collègues de la Rainforest Foundation d'avoir fait cette suggestion, et j'aimerais remercier chacun d'entre vous pour votre volonté de participer. Je crois que ce qui nous réunit aujourd'hui sont nos préoccupations relatives à cette énorme et importante ressource, et j'espère qu'au cours de cette discussion nous entendrons les observations de chacun présent ici, et que nous ferons de ceci le commencement d'un dialogue très constructif et j'espère positif.

Alors, pourquoi ne pas nous tourner à nouveau vers les personnes qui ont initialement demandé la tenue de cette conférence, la Rainforest Foundation, et demander à nos amis à Londres - je crois Simon Counsell, Cath Long et Lionel Diss qui nous entendent - s'ils veulent lancer les discussions ?

C'est donc au tour de Londres.

### **Intervention introductive de Simon Counsell, Rainforest Foundation UK**

Ok, eh bien, merci beaucoup James, et comme je le disais je suis très content que cette discussion ait lieu, et comme vous le savez, nous avons soulevé ces questions et nos inquiétudes avec la Banque Mondiale depuis novembre-décembre de l'an passé, et c'est un peu dommage que cela ait pris autant de temps pour que cette discussion ait lieu, et peut-être, si cela avait été un peu plus tôt, des approches plus constructives auraient pu être trouvées par les intéressés. Mais,...

Je ne veux pas porter atteinte aux préoccupations des personnes à Kinshasa, nos collègues des groupes de la société civile. Dans un sens, je préférerais que la voix de ces personnes, y compris Joseph Bobia et d'autres, dont certains se trouvent à Bruxelles en ce moment, soit entendue. C'est de leur pays, des ressources de leur pays dont nous discutons ici.

Nos préoccupations sont:

Premièrement, que jusqu'à présent, dans les approches que la Banque Mondiale a prises pour le moment, il y a eu, à notre avis, beaucoup trop peu de considération des avis des Congolais, particulièrement de ceux, comme le reconnaît et l'identifie justement la Banque Mondiale elle-même, qui sont grandement dépendants des ressources forestières du Congo. Les changements proposés à la structure juridique du secteur forestier au Congo, les nouveaux développements concernant le zonage, et les impacts qu'ils pourraient bien avoir sur le régime des droits fonciers, pourraient potentiellement affecter des dizaines de millions de personnes. Jusqu'à présent, presque personne parmi ces gens n'est au courant des changements majeurs qui pourraient bien régir leurs vies. Et donc, nous craignons que ceci puisse bien créer une situation dangereuse qui pourrait alimenter des conflits sociaux dans les années à venir, comme des changements similaires ont en effet alimenté des conflits et tensions sociaux dans d'autres parties de pays comparables comme le Cameroun. Ceci est l'une de nos préoccupations majeures.

La deuxième est que nous mettons vraiment en cause toute l'approche qui a été adoptée pour le secteur forestier, disons pour le « développement » faute de disposer d'un meilleur terme. Le type de modèle qui semble être introduit par la Banque Mondiale, avec le Gouvernement congolais, est un modèle d'exploitation forestière industrielle à grande échelle. Il semble tout à fait suivre les approches prises dans d'autres pays comme le Cameroun et la République du Congo.

Pour ce qui est de tous les objectifs, et pour la plupart des observateurs et commentateurs les plus crédibles dans ce domaine, y compris ceux du propre Département d'évaluation de la Banque Mondiale, ces types d'approches et d'interventions se sont avérés pratiquement entièrement inefficaces dans le passé, ils n'ont pas aidé à faire reculer la pauvreté. De nouveaux signes suggèrent qu'une exploitation du bois industrielle à grande échelle dans des pays comme le Cameroun et le Congo fait probablement persister et même accentuer la pauvreté de personnes parmi les plus pauvres de ces pays, les communautés dépendantes des forêts.

Le constat que nous avons fait jusqu'à présent est que même en termes de bénéfices économiques nationaux qui pourraient découler de l'expansion de l'exploitation industrielle du bois en République Démocratique du Congo, ceux-ci seront insignifiants. L'expérience dans d'autres pays comme le Cameroun suggère qu'au final ils s'avèrent être entièrement illusoire.

Nous constatons dans des pays comme le Cameroun que l'industrie d'exploitation du bois constitue un puissant vecteur de corruption, de mauvaise gestion économique, de mauvaise gestion des ressources. Nous redoutons que l'expansion de l'exploitation du bois, que prépare apparemment la Banque en ce moment, accentue ces types de problèmes en République Démocratique du Congo, avant que des mécanismes réglementaires et gouvernementaux appropriés soient mis en place pour assurer que le secteur forestier puisse être géré convenablement.

Voici nos principales préoccupations. Et je crois, comme je le disais, pour continuer sur cette lancée, il y a beaucoup d'autres préoccupations spécifiques concernant le processus suivant lequel ces initiatives de la Banque ont été suivies durant ces dix-huit derniers mois ou deux ans. Mais, peut-être, comme je le disais, je préférerais que nos collègues à Kinshasa puissent faire entendre leurs propres voix et leurs propres préoccupations à ce sujet.

#### **James Wolfensohn, BM**

Eh bien merci beaucoup Simon. Pourquoi n'allons-nous pas directement à Kinshasa, pour entendre les avis de nos amis là-bas ? Alors, peut-être pouvons-nous nous tourner vers Kinshasa.

Nous pouvons vous voir mais nous n'entendons personne. Est-ce que quelqu'un pourrait débiter à Kinshasa ?

#### **Intervention de Joseph Bobia, CENADEF**

Ok, moi je voudrais abonder dans le même sens que Simon tout à l'heure, là, pour dire que nous voulons un peu comprendre. La Banque Mondiale a travaillé au Cameroun. La Banque Mondiale a financé ce programme d'exploitation industrielle de la forêt au Cameroun.

On se pose la question de savoir si la même politique qui sera appliquée ici chez nous, en RDC, pourrait ou pourra amener notre population à sortir de ce cycle de pauvreté. Car nous estimons que c'est la même politique qui a été utilisée au Cameroun, par la Banque Mondiale, et aujourd'hui la Banque Mondiale vient chez nous...oui, c'est une bonne chose...est-ce que c'est la même politique? Pour des résultats comme au Cameroun, ou? Nous considérons, nous remarquons ou nous constatons des résultats ayant trait aux conflits entre les ethnies, entre les populations. Est-ce que cette politique qui sera appliquée chez nous en matière de la forêt, ça va changer quelque chose par rapport à ce qui a été appliqué au Cameroun?

Je m'arrête un peu là.

#### **James Wolfensohn, BM**

Alors merci pour cette intervention. Est-ce qu'il y a des autres là qui voudraient parler?

#### **Intervention de Maître Kabuya, CENADEF**

Moi c'est Maître Kabuya.

Par rapport à la politique de la Banque Mondiale en RDC, et au soutien qu'elle apporte à l'exploitation des ressources forestières, je constate que les populations environnantes des forêts sont parmi celles qui vivent dans un délabrement total, dans des conditions tout à fait inhumaines. Pourtant la loi foncière, je prends par hasard la disposition de l'article 89, demande aux exploitants forestiers de, notamment au-delà de leur exploitation industrielle, de pourvoir à quelques infrastructures socio-économiques au profit des populations locales.

Mais qu'est-ce qu'on a constaté sur le terrain? C'est que les populations environnantes des forêts sont les mals vêtus, manque de soins, qu'il n'y a pas de centres médicaux, qu'il n'y a pas d'écoles. Et je pense, comme il y a parmi les participants des représentants des peuples autochtones, nous pensons qu'ils vont confirmer ce que nous disons tout à l'heure. C'est à dire que la politique forestière en RDC n'est pas accompagnée de l'impact social voulu, de l'impact qu'il fallait produire...par exemple la disposition contenait la construction et l'aménagement de routes, la réfection de l'équipement des installations hospitalières et scolaires. Nous avons remarqué que c'est dans le milieu forestier où il manque cruellement ces infrastructures de base.

Alors, est-ce que la politique de la Banque Mondiale dans ce domaine va t-elle continuer dans ce sens? Ne faudrait-il pas associer la population pour l'écouter un peu plus et peut-être répondre mieux à ses aspirations, notamment humanitaires?

### **James Wolfensohn, BM**

Je vous remercie, et il y a quelqu'un à côté de vous je pense.

### **Intervention de Jacques Bakulu, CEPECO**

Oui, merci. C'est Jacques Bakulu, CEPECO RDC.

Je voulais juste appuyer les amis qui m'ont précédé. Nous, la société civile de la RDC, nous sommes très contents de la présence de la Banque Mondiale chez nous. Et nous voulons vraiment collaborer. Mais, en ce qui nous concerne, nous proposons à ce que la Banque Mondiale puisse nous incorporer dans son programme de financement de la forêt au niveau de la RDC.

Parce que les sociétés forestières, les entreprises forestières viennent pour leurs intérêts. Ils exploitent, ils partent. Quand la forêt est finie, ils se déplacent. Mais nous, nous vivons de cette forêt, nous vivons avec cette forêt, nous sommes nous-mêmes forestiers.

Notre seule demande est que, dans la politique de la Banque Mondiale, elle puisse voir comment appuyer nos programmes de protection de l'environnement, comment appuyer ces populations directement à travers nos organisations à la base. Ça nous ferait plaisir, ça nous intéresserait beaucoup mieux et vraiment, nous sommes prêts à collaborer avec la Banque Mondiale, parce que nous ne voulons pas être contre. Mais que la Banque Mondiale voit dans sa politique comment incorporer nos programmes d'interventions, à l'exemple de Rainforest qui pense à nous, qui pense à la population. Je m'arrête d'abord là.

### **Intervention de Bienvenu Ngoy, GTF**

Bienvenu Ngoy, Coordonnateur du Groupe de Travail Forêts, RDC.

Je voudrais ici dire un mot par rapport à...je sais que la problématique de la gestion des ressources forestières en RDC trouve quand même un soubassement, un acquis, un socle qui n'est rien d'autre que le nouveau Code forestier qui trace le chemin pour que la gestion de nos ressources forestières puisse être gérée de manière un peu rationnelle.

Ici, je voudrais dire ici que le rôle de la Banque Mondiale ne peut que être, si vous voulez, bien perçu, mais je voudrais prendre le deuxième volet de l'intervention de mon ami Jacques Bakulu en disant que, c'est vrai, nous avons senti, personne ne peut l'ignorer aujourd'hui, les faibles capacités de l'administration congolaise sur le plan...pour gérer durablement les ressources forestières de la RDC, et que lorsque nous voyons tous les efforts qui sont menés aujourd'hui dans le cadre de l'assainissement de ce secteur forestier en République Démocratique du Congo, nous pouvons que encourager la Banque Mondiale.

Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes. C'est vrai, il y a un certain nombre de problèmes que nous sommes en train de soulever, mais ces problèmes se posent surtout au niveau de l'applicabilité des instruments qui sont mis en oeuvre et les instruments qui sont à prendre. Nous saluons les efforts qui sont menés par rapport à tout le travail de réforme et notamment dans le cadre de l'Agenda prioritaire avec le Gouvernement.

Mais je dirais que nous avons fait un constat, en se disant, dans ce schéma-là il y a plusieurs acteurs, dont le Gouvernement, la société civile et le secteur privé. Et c'est vrai que le mandat de la Banque Mondiale, le répondant par rapport...sur ce type de questions, c'est le Gouvernement. Mais nous souhaiterions également que la Banque Mondiale puisse voir par rapport à ces acteurs-là comment elle peut également renforcer les capacités de la société civile pour que des choses qui sont édictées au niveau du Code forestier, et qui sont encore à ce stade un peu théoriques, qu'elles puissent devenir des choses assez concrètes. Je prends l'exemple de tous les problèmes liés par exemple aux mécanismes des cahiers des charges. A ce niveau-là, il n'y a pas que les sociétés forestières qui peuvent jouer un rôle, mais il y a également les ONGs, la société civile qui peuvent jouer un rôle sur le plan pratique pour voir concrètement comment on peut mener ce type de processus sur le terrain. De même que toutes les questions liées par exemple à la rétrocession des redevances, des 40% des redevances, ce qui est tout à fait une bonne chose, mais concrètement comment cela va se passer? Nous ne pensons pas que cela doit être la préoccupation, si vous voulez, des sociétés forestières, mais il faudrait également que les ONGs, la société civile puissent avoir la capacité de faire le monitoring pour s'assurer effectivement que ces 40% sont effectivement rétrocédés et que les mécanismes de transparence sont mis en jeu.

Il est vrai, nous savons, qu'il est difficile pour la Banque Mondiale de travailler directement avec les ONGs, la société civile, mais nous pensons qu'elle peut jouer un rôle de pression ou de lobbying auprès de notre Gouvernement pour que ces processus puissent impliquer réellement, pas seulement en termes d'une participation au niveau de la consultation, mais que ce soit une participation qualitative, aussi bien sur le plan de la conception des mesures, mais également au niveau de l'exécution, et au niveau du partage des ressources. Parce que nous avons constaté que lorsque nous allons dans les conférences, généralement il y a un cahier des charges pour les sociétés forestières, ou si vous voulez le secteur privé, pour les ONGs, la société civile, mais aussi pour le Gouvernement. Mais les deux premiers acteurs, de par leur position, trouvent des moyens d'action. Par contre, la société civile doit s'efforcer difficilement à avoir des moyens pour donner du contenu à toutes les bonnes choses qui sont...certaines, bien sûr...qui sont émises dans le Code forestier.

### **Intervention d'Augustin Mpoyi, Avocats Verts et REPEC**

Eh bien merci, je suis Augustin Mpoyi de l'ONG Avocats Verts.

Je voudrais compléter les amis qui ont parlé avant moi , et aborder un aspect qu'ils n'ont peut-être pas abordé. C'est à propos de la gestion des conflits forestiers.

Nous sommes personnellement impliqués dans quelques projets qui nous ont demandé de descendre sur le terrain. Nous avons été en contact avec les populations, sur le terrain, et je dois vous assurer qu'il n'y a pas un seul coin de la République où sont installées des sociétés d'exploitation forestière qui ne soient en conflit avec les populations autochtones au sujet de l'exploitation de la forêt et éventuellement du bénéfice que ces populations sont censées tirer de la forêt.

Nous avons quelques plaintes qui ont été...dont nous avons été saisies, par ces populations, puisqu'effectivement nous travaillons pour la défense des droits des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles de manière générale. Et généralement ce qui se passe, c'est que ces populations sont victimes, elles ne sont pas défendues. Lorsque elles essaient de s'organiser pour porter l'affaire devant les autorités administratives, devant les tribunaux, souvent les sociétés dépêchent à partir de Kinshasa des avocats, et on trouve des paysans confrontés à des avocats, des paysans qui ne comprennent rien, de la réalité de tout ce que prévoit la loi, et au niveau du Gouvernement, elles ne trouvent pas de structures, il n'y a pas non plus de mesures qui sont prises pour que les droits de ces communautés puissent effectivement être respectés. Donc elles sont abandonnées à elles-mêmes.

Je voudrais donc préconiser que si, au niveau de la Banque Mondiale, on peut aider, en tout cas le Gouvernement à avoir une politique de gestion de ces conflits. Il est vrai que le Code forestier a essayé de résoudre un certain nombre de problèmes, mais il se posera un sérieux problème lorsque on ne résoud pas le problème de la structuration de ces paysans-là. Ils ne sont pas structurés, ils ne sont pas organisés, ils ont un problème de qualité, même lorsqu'il faut se présenter devant les tribunaux.

Donc il faut orienter les choses dans le sens de la structuration paysanne, ça c'est une première étape, et avoir une approche globale, une politique globale de gestion de ces conflits, et qui permette que ce qui est effectivement prévu au niveau des textes se traduise en réalité. Il faut absolument arriver à structurer, à réussir la structuration de ces associations pour qu'elles arrivent effectivement à bénéficier de leurs droits qui sont prévus au niveau des textes, donc de la loi foncière et le Code forestier.

### **James Wolfensohn, BM**

Merci beaucoup Kinshasa, et qui sera le prochain?

### **Intervention de Pauwel de Wachte, WWF**

Euh...merci. Ici, au niveau du WWF, on apprécie beaucoup les réformes qui ont été mises en oeuvre par le Gouvernement de la RDC, avec l'appui de la Banque. Je peux citer l'annulation de 25 millions d'hectares de concessions forestières, le moratoire sur les nouvelles concessions, ou l'instauration d'une taxe de superficie pour décourager la spéculation sur les concessions existantes. Je peux citer aussi l'intention du Gouvernement de créer 15% du territoire national en aires protégées. Nous estimons que ces réformes ont donné lieu à une ligne de base qui est beaucoup beaucoup meilleure que la situation avant...et que ça permettra d'aller vers un développement du secteur forestier qui permettra de trouver une balance optimale entre le bénéfice économique, social et environnemental.

Nous estimons aussi que le zonage du territoire forestier, comme c'est aujourd'hui proposé, un zonage graduel en commençant sur une zone pilote, pour tester les méthodologies, ne devrait pas présenter un danger mais plutôt une grande opportunité, pour tous les concernés de discuter autour de l'avenir de la forêt. Nous estimons que le zonage est nécessaire et pourrait, si ça s'avère être un succès, pourrait être de « signification » comme a été la création de forêts nationales aux Etats Unis au début du XXème siècle.

Nous pensons aussi que le Gouvernement de la RDC sera sous beaucoup de pressions de la part de la demande pour les bois tropicaux pour attribuer des grandes parties de la forêt en concessions forestières, et nous souhaitons que ce processus aille très graduellement et très prudemment. Nous voyons aussi des pressions démographiques s'accroître beaucoup dans les 50 ans à venir, d'aujourd'hui 57 millions d'habitants à 250 millions à la fin vers 2050.

Dans cette optique, nous estimons que la présence de la Banque, des ONGs, des autres bailleurs, auprès du Gouvernement, comme un partenaire, pour l'accompagner dans ses réformes, et pour le soutenir surtout à résister des pressions, donnera la meilleure chance pour un développement prudent de la forêt en RDC.

Et finalement nous souhaitons aussi exprimer notre « concern » par rapport à la situation de la faune en RDC. Les rapports de terrain indiquent un très fort degré de braconnage avec les grands mammifères, à côté presque de l'extinction. Et nous estimons qu'il faudrait un grand effort pour instaurer la capacité du Gouvernement à renforcer la loi soit dans le domaine du secteur forestier pur et dur, ou que ce soit dans le secteur faune.

Merci beaucoup.

### **Emmanuel Mbi, BM**

C'est New York.

### **Intervention de Jefferson Hall, WCS**

Oui bon merci. En fait, nous aussi du côté de Wildlife Conservation Society on voit que c'est ... à solliciter les efforts du Gouvernement de RDC dans les réformes forestières, on voit que l'ancien Code, si vous voulez, n'était pas tellement bon, et tel que je vois les discussions, le développement des discussions ici, je vois que il y a beaucoup de gens ici qui pensent, même les ONGs locales, qui pensent que le nouveau Code forestier, quand même, c'est un pas en avant dans la gestion forestière. Bien sûr, il y a à impliquer la société civile, les villages locaux.

Nous, du côté de WCS, nous travaillons depuis une trentaine d'années, ou même plus, dans les forêts de RDC, dans les zones bien isolées. On connaît un peu les réalités sur le terrain, on connaît aussi ce qui se passe avec les sociétés forestières et on est très très sensible à, disons de la suite, et de la souffrance de la population.

Mais ce qu'il faut souligner ici c'est le fait aussi que, il n'est pas question de laisser faire. En fait, si on voit les réformes forestières, si on essaie d'arrêter les réformes forestières, il y a en quelque sorte la paix en RDC et les bénéfices de la paix c'est l'exploitation, l'ouverture de la forêt, il y a les immigrations, les exploitations des minerais et l'exploitation forestière qui va se passer. C'est question de voir comment on peut faire ça avec une gestion rationnelle et d'essayer d'appuyer les droits de la population, et bien sûr de sauvegarder la flore et la faune, parce que il faut voir...tout le monde ici connaît que, disons l'importance de la forêt en RDC au niveau mondial.

Alors, nous voyons que, si nous parlons des questions de routes et des choses comme ça qui viennent avec les sociétés forestières...il y avait des collègues qui ont souligné, pas ici dans cette discussion mais dans d'autres discussions, le problème de braconnage et le problème du genre de questions que les routes puissent faciliter l'exportation de la viande de chasse et en ce qui concerne le « bushmeat ». Mais il y a déjà un réseau de rivières, il y a déjà une forte exportation, une forte évacuation de viande de chasse, et c'est quelque chose qui est assez inquiétant.

En ce qui concerne le problème, disons la question de zonage, nous on voit là où nous travaillons, il y a déjà une immigration, il y en avait depuis une vingtaine, même plus des années, des populations qui sont voisins, qui ne sont pas ... de la forêt, qui sont en train de émigrer dans la forêt. Et c'est lié aussi à l'exploitation des ressources, disons des minerais, que ce soit l'or, le diamant, le ... , le coltan, et il y a avec ça l'installation des populations, bien entendu les Congolais, qui viennent, qui s'installent, qui commencent à....disons avec l'exploitation, ils commencent l'agriculture, ils commencent à s'installer et au fur à mesure, ils arrivent à supprimer les droits des populations qui ne sont pas aussi sophistiquées que eux, les populations des Bambutis, les Efés et aussi les Bantus de la forêt. Et c'est aussi qui est quelque chose de très très inquiétant de voir comment on peut respecter les droits des gens qui sont actuellement dans la forêt.

Alors, de notre point de vue, nous voyons que le zonage qui est proposé, c'est important une façon qu'on puisse essayer de résoudre en quelque sorte les problèmes. Bien entendu, il faut la participation des populations dans les efforts de zonage, bien entendu il faut la participation des ONGs de société civile. Mais, de ne pas aller en avant avec un programme de zonage, c'est de laisser la forêt à l'exploitation chaotique, et il y aura des gens qui vont s'installer, qui vont exploiter la forêt, en quelque sorte, que ce soit pour le bois, que ce soit pour les minerais.

Alors, en dernier moment, disons un dernier mot, c'est pour nous, nous voyons, dans l'ensemble, le nouveau Code c'est un bon pas en avant, et aussi que le projet de zonage c'est aussi un bon pas en avant, mais c'est question comment on va appliquer, et comment on va élaborer le projet de zonage et aussi les arrêtés qui vont suivre avec le Code forestier.

Merci.

**Emmanuel Mbi, BM**

Euh, merci beaucoup. Le prochain sur la liste est African Wildlife Foundation. Nous avons deux personnes, une à Kinshasa, une ici. Alors je suppose Linn, voulez-vous parler en premier?

**Intervention de Lynn Foden, AWF**

Oui, merci beaucoup. Pour nous, African Wildlife Foundation...pour parler un peu bref et pour ne pas répéter tout ce que les autres ont dit, puisque nous aussi nous soutenons les efforts du Gouvernement, nous félicitons le travail de la Banque Mondiale, et toutes les réformes que le Gouvernement a commencées.



Nous, nous sommes impliqués dans la zone pilote pour le zonage, et pour nous ce qui est vraiment intéressant c'est de voir la participation des ONGs locales et de voir vraiment les études qui vont commencer, nous espérons assez rapidement, puisque pour nous c'est vraiment important que le projet pilote commence assez rapidement, puisque il y aura le...la population est prête, elle nous demande d'avoir les actions, concrètes, et il faut d'abord que les études de faisabilité socio-économique, les études de flore et faune, ont lieu puisque...désolé, je vais continuer en anglais...euh...parce que, d'abord, c'est très important que ceci commence tout de suite. La population le demande et l'exige pour qu'il y ait un régime juste et approprié qui soit mis en place, pour que le travail qui est en train d'être fait, pour que l'exploitation forestière qui va se produire soit effectuée d'une manière rationnelle, qui aura l'impact le plus faible sur la biodiversité.

Alors, pour nous, c'est très intéressant d'être impliqués dans les aspects participatifs, d'assurer que la population locale est impliquée, qu'il y a la formation appropriée qui soit assurée, euh...et...donc nous sommes ravis de participer à ce zonage pilote, et je laisse la parole à Jef Dupain à Kinshasa.

**Laurent Debroux, BM**

Jef?

**Intervention de Jef Dupain, AWF**

Ok, merci beaucoup Linn et les autres. Je ne vais pas beaucoup ajouter. Je me trouve très bien dans les paroles, ce que j'ai entendu parler de par la parole de Jefferson, et maintenant aussi par Lynn. Pour AWF, c'est clair qu'une grande partie de la forêt sera utilisée d'une manière ou l'autre, ce sera exploité. On a parlé des 15% du territoire qui sera protégé, d'autres forêts seront exploitées.

Je comprends très bien les préoccupations de, comme Monsieur Bobia l'a exprimé, Rainforest Foundation aussi. C'est pour ça que nous avec AWF, nous sommes vraiment contents que la Banque Mondiale et le Ministère de l'Environnement nous a demandé si nous n'étions pas intéressés à une symbiose dans ce projet de micro-zonage qu'on va faire à l'Equateur...euh...bientôt. Et je pense que ça c'est très important pour AWF qu'on prend notre responsabilité et qu'on essaie de collaborer et de...oui, de collaborer avec ce processus afin d'assurer qu'il y a des réponses positives à des préoccupations comme exprimées par vous autres.

Pour nous aussi, le Code forestier comme on le lit, c'est un élément, c'est un outil fort mais, très ouvert et je pense que cette période-ci est extrêmement importante puisqu'il y a beaucoup de discussions sur les arrêtés, l'application de la loi. C'est à ce moment que c'est très important d'être en contact, en communication, et de réfléchir sur la meilleure approche afin d'assurer, et ça c'est pour moi la préoccupation la plus importante, afin d'assurer qu'il y aura vraiment une application de ces droits sur lesquels on travaille en ce moment.

Je pense que ça, c'est tout ce que je veux, ou que je peux dire maintenant.

**Emmanuel Mbi, BM**

Oui, merci beaucoup Jeff. Nous avons encore deux intervenants, et peut-être trois. Allons à Djakarta...euh...David ? Pouvez-vous nous entendre ?

**Intervention de David Kaimowitz, CIFOR**

Oui, bonjour à tout le monde. Malheureusement, je crois que c'est meilleur si je peux parler en anglais si les collègues me permettent.

Je crois que ce que nous avons entendu jusqu'ici dans cette discussion sont beaucoup de points d'accord. Il y a un accord général sur le fait qu'un grand progrès a été réalisé par le Gouvernement de RDC et la Banque Mondiale dans leurs tentatives de mettre fin à la spéculation sur les concessions forestières, que le nouveau Code forestier représente un développement significatif, en comparaison avec la situation juridique d'avant, et que la préoccupation de mettre en place un processus de zonage, qui garantira les droits des communautés locales liés à leurs forêts, est un sujet et une préoccupation qui est partagée par tous ces groupes.

Je crois aussi que ce que nous avons entendu et, je crois, qui est partagé par tous les groupes, est la préoccupation que l'exploitation industrielle du bois puisse ne pas fournir les bénéfices que certains pourraient espérer et qui pourraient en fait créer des problèmes sociaux.

Ce sur quoi je crois il y a eu quelque confusion ou désaccord semble être la question : "l'exploitation du bois aura t-elle lieu de toute façon, l'exploitation industrielle du bois aura t-elle lieu de toute manière, ou est-ce quelque chose qui a été promu par la Banque Mondiale?". Ce que je comprends de nos collègues à la Banque Mondiale est que ceci n'est pas quelque chose promu par la Banque Mondiale, mais quelque chose simplement selon eux qui va se produire, qui doit donc être dirigé dans la bonne direction. Ceci est quelque chose qui doit être absolument mis au clair parce que dans les déclarations de la Banque, parfois, ceci est flou ou confus.

Je crois qu'un point qui doit également être clairement fait dans cette discussion est que compte tenu de la très faible capacité institutionnelle du Gouvernement dans le pays il sera relativement difficile d'appliquer un certain nombre des réformes qui semblent appropriées sur le papier. Nous devons tous reconnaître ce fait et chercher des solutions appropriées. Clairement, l'une des solutions appropriées est d'accroître l'implication de la société civile congolaise.

Je crois aussi qu'une chose qui a quelque peu semé la confusion dans cette discussion sont certains chiffres relativement élevés dans la discussion concernant la possibilité d'exploitation du bois en RDC dans le futur, en parlant de 10, 15, 20 mètres cube. Ceci pourrait arriver à un certain point, mais cela n'arrivera pas, à aucun moment, dans le futur proche, selon le CIFOR. Et compte tenu de ce fait, nous estimons qu'il n'est pas utile de parler en de tels termes.

Finalement, permettez-moi de dire que la préoccupation majeure du CIFOR dans cette discussion est que toute discussion concernant les forêts et le secteur forestier en RDC devrait avoir premièrement à l'esprit le fait que la vaste majorité des gens en RDC est dépendante des plantes sauvages et des animaux sauvages pour leur santé, leur énergie, pour leurs médicaments, pour leur nourriture, et dans beaucoup de cas pour leurs revenus en argent. Le secteur forestier informel en RDC aujourd'hui, et pour les 5 à 10 prochaines années, sera bien plus large que le secteur formel. Ainsi, nous sommes quelque peu inquiets par le fait que le secteur informel et le soutien qui doit être fourni aux moyens d'existence dans le secteur informel ne bénéficient pas de l'attention dont ils devraient bénéficier, en comparaison à des questions comme le secteur d'exploitation du bois formel et les aires protégées.

C'est tout depuis Djakarta. Merci.

**Emmanuel Mbi, BM**

Merci beaucoup, et finalement nous avons Greenpeace. Filip Verbelen, vous êtes à Bruxelles.

**Intervention de Filip Verbelen, Greenpeace International**

Merci beaucoup. J'aimerais faire quelques commentaires, à partir, en tant qu'organisation globale, d'une perspective globale, pas seulement en ce qui concerne la réforme des politiques forestières, mais j'aimerais également faire quelques observations sur le comportement des entreprises, les compagnies multinationales qui pourraient bientôt devenir aussi beaucoup plus actives en RDC.

Avant toute chose, je pense que nous devons nous demander quel rôle l'exploitation du bois peut jouer dans la lutte contre la pauvreté, qui est au coeur de la mission de la Banque Mondiale, je crois. Dans beaucoup de discussions, notre impression est qu'il pourrait y avoir un certain optimisme selon lequel l'exploitation du bois, avec certaines garanties en place, peut effectivement contribuer à une lutte contre la pauvreté. Nous pouvons lutter contre l'exploitation illégale du bois si nous mettons des mécanismes de supervision en place. Nous pouvons lutter contre le commerce illégal de viande de brousse si nous mettons certains programmes en place. Certains de ces éléments sont actuellement discutés, en effet, et Greenpeace reconnaît aussi que dans le nouveau Code forestier en RDC, il y a quelques éléments, en effet, qui ont le potentiel d'impliquer la société civile pour mieux protéger la nature, etc, etc.

Cependant, je dois répéter ce que plusieurs personnes autour de cette table ont déjà dit: que les lois, et ceci est le cas dans plusieurs pays dans le Bassin du Congo, peuvent sembler bonnes sur le papier, mais ce qui importe au final, c'est la mise en oeuvre.

Je crois que nous avons observé dans un certain nombre de pays dans le Bassin du Congo, où l'exploitation du bois est dominante, dans des endroits comme le Cameroun, où un grand nombre d'éléments de la législation forestière qui sont maintenant mis en place en RDC ont en fait été testés, qui peuvent nous montrer ce que pourrait être le futur en RDC si nous n'en tirons pas les enseignements. Et si j'écoute les discussions ici et là, je suis très préoccupé par le fait que ces leçons ne sont en effet pas entièrement comprises.

Je vais rapidement donner quelques exemples. Par exemple, c'est une bonne chose que, sur le papier, 40% des taxes que les compagnies d'exploitation du bois doivent payer reviennent aux communautés locales. Ceci est aussi le cas au Cameroun, sur le papier. J'y étais personnellement, nous avons visité tous les sites d'exploitation forestière, il y a de cela juste quelques semaines. Il y avait aussi une mission du Fonds Monétaire International se penchant sur les mêmes questions : comment les taxes sont utilisées pour les communautés locales ? La conclusion est assez alarmante et, je crois, devrait conduire à une action rapide pour remédier à ceci. Parce que la conclusion est que, malgré le fait que, en effet, tout de même beaucoup de compagnies paient des taxes, à cause de la corruption, à cause d'éléments criminels à différents niveaux du Gouvernement, ces taxes ne reviennent pas aux communautés locales.

Je crois, un mot essentiel dans tout ce débat, que je n'ai pas encore beaucoup entendu jusqu'ici, est la corruption. Si vous ne comprenez pas le problème de la corruption, et si vous ne l'admettez pas dans tout ce débat, je crois que nous n'avons pas grand espoir que vous réussissiez effectivement à protéger l'environnement et à assurer que les communautés locales bénéficient de ce que vous avez essayé de mettre en oeuvre sur le papier.

Je crois qu'il y a assez de preuves maintenant pour réellement conclure que, oui, la surveillance est vraiment importante, nous devons le faire, oui, la réduction de la viande de brousse est importante, nous devons le faire, mais dès que nous réalisons que les systèmes mis en place ne sont pas assez robustes, nous devons en déduire des conclusions, être plus fermes, et aussi être plus cohérents en tant que donateur, en tant qu'ONG, qu'importe, en tirant des conclusions de ceci. Par exemple, je crois que la Banque Mondiale a clairement vu au Cameroun qu'elle n'a pas réussi à convaincre le Gouvernement de sanctionner certains cas majeurs d'exploitation illégale du bois, qui font perdre à l'Etat des millions de dollars. Des années après que ces conditions aient été mises en place pour la contrôler, elle n'a pas été stoppée.

Ainsi, pour conclure, je crois que, oui, la réforme forestière en RDC est nécessaire, oui, l'exploitation du bois aura lieu avec ou sans la Banque Mondiale, mais c'est un appel à plus de réalisme et moins d'optimisme. Nous devons mettre de très solides garanties en place, sinon je crois que ce que nous avons vu dans le reste du Bassin du Congo va simplement être répété en RDC.

Nous avons juste annoncé la semaine dernière un cas majeur d'une compagnie multinationale d'exploitation du bois qui est active en RDC, comment elle se comporte. Je vais ainsi passer de suite la parole à ma collègue qui était impliquée dans cette recherche.

### **Intervention d'Illanga Itoua, Greepeace France**

Oui, si je peux citer Odin Knudsen de la Banque Mondiale, en octobre dernier je crois à l'AFLEG : « Nous savons à quel point il est difficile d'appréhender la corruption éternelle des plus puissants. Des progrès concrets doivent être démontrés ». Nous avons vu comment une compagnie multinationale de premier plan, qui est partie à l'initiative du CEO, est impliquée dans la corruption et l'exploitation illégale. Dans le contexte de cette réforme, nous devons demander à la Banque Mondiale de regarder ces rapports que nous avons produits et de vraiment prendre position et de vraiment réfléchir à comment, lorsque leurs propres compagnies impliquées dans leurs propres initiatives du CEO ne respectent pas la loi, sont impliquées dans la corruption ou l'exploitation illégale du bois, comment on peut espérer mieux de compagnies moins influentes.

Ainsi, si la Banque Mondiale et son initiative du CEO ne parviennent pas à mettre de l'ordre dans leur propre base, comment pouvons-nous attendre des autres compagnies, vraisemblablement moins responsables, en RDC de montrer l'exemple et d'être en fait respectueux des lois et de fournir tous les bénéfices que l'exploitation du bois devrait apporter aux forêts et aux gens de RDC?

Ainsi, je vous pose cette question, pour que vous examiniez cette question, et je crois que nous devons aussi écouter ce que les représentants des peuples autochtones ici ont également à dire de cette réforme.

### **Intervention d'Adolphine Muley, UEFA et RAPHY**

Merci beaucoup.

Comme vient de dire Greenpeace, nous représentons les peuples autochtones pygmées en RDC, et nous sommes contents d'être devant l'écran avec les grands représentants de la Banque Mondiale. Nous pensons que c'est une opportunité pour nous, pour qu'ils puissent comprendre directement l'inquiétude des peuples autochtones pygmées.

Pour nous, pour un pygmée, parler déjà de l'exploitation de la forêt, c'est dire renforcer sa misère et renforcer sa pauvreté. C'est comme on a des problèmes maintenant à l'Est de la République Démocratique du Congo: quand on a créé les aires protégées et les parcs nationaux, pour le Gouvernement et pour, je ne sais pas, les normes qui ont amené ce système des aires protégées, ils ont dit que c'était pour l'avantage du pays. C'est une bonne chose, mais ils ont oublié qu'il y a tout un peuple qui vivait dans cette forêt et qu'ils ont mis à l'écart, sans qu'ils puissent prendre des stratégies pour que cette population puisse continuer à vivre malgré qu'ils ne sont plus dans cette forêt qu'ils veulent protéger. Nous pensons que ça risque d'être la même chose avec la Banque Mondiale, comme l'on dit les amis de la société civile qui sont à Kinshasa maintenant.

Déjà au Cameroun, le système n'a pas réussi comme il faut. Et...nous avons été là plusieurs fois, on a rencontré nos collègues les peuples autochtones pygmées du Cameroun: ils en souffrent. Ils n'ont rien bénéficié du système qui a été mis en place. Alors, quelles garanties la Banque Mondiale nous donne, que le système va bien marcher au Congo?

Vous ne devez pas oublier que la vie du peuple autochtone dépend de la forêt et cette forêt c'est d'abord pour les peuples autochtones. Et donc, vous devez mettre des stratégies en place pour ne pas léser complètement les peuples pygmées. Et donc, nous voudrions peut-être savoir quelles sont les stratégies et garanties que la Banque Mondiale nous donne, avec le Gouvernement congolais, que le peuple pygmée ne sera pas lésé dans le système que vous êtes en train de mettre en place?

Il y a Monsieur de AWF, Monsieur Jeff, qui vient de dire qu'ils ont été proposés de faire un micro-projet de zonage en Equateur. Bon, je veux vous rappeler qu'en Equateur il y a une grande population de Pygmées. Alors, j'imagine avec votre projet que vous allez démarrer là-bas...qu'est-ce qui nous garantit que vous n'avez pas déjà déstabilisé la population pygmée qui est en Equateur? Et qu'est-ce que vous nous promettez, et qu'est-ce que vous nous garantissez pour la réussite de votre projet mais en même temps pour nous laisser vivre.

Il y a mon collègue Pacifique qui va peut-être ajouter quelque chose.

### **Intervention de Pacifique Mukumba, RAPHY**

Oui, il y a quelque chose que je vais ajouter. C'est sur base des conventions internationales que la RDC a signées. Alors, c'est un rappel tout simplement. Parce que pour nous les peuples autochtones, ces conventions sont des garde-fous. On ne peut pas vous rappeler que la RDC a signé des conventions sur la biodiversité et ces conventions pour nous sont des garde-fous pour des projets, par exemple les projets comme ceux de la Banque Mondiale, et il faut que toutes les réformes, toute réforme que la Banque Mondiale peut soutenir en RDC, tiennent compte des conventions internationales que la RDC a signées et que ces conventions aussi soutiennent les peuples autochtones de la République Démocratique du Congo.

Voilà, je vous remercie.

## **Emmanuel Mbi, BM**

Merci beaucoup.

## **Intervention de James Wolfensohn, BM**

Euh...premièrement, je voudrais dire que je suis très frappé par les interventions qui sont faites ici, et je veux dire pour expliquer un petit peu que les groupes de CEO, « the Chief Executives », de la Banque Mondiale, ne sont pas un partenariat avec la Banque Mondiale, c'est un essai de notre Banque d'avoir des conversations avec le CEO. Il n'y a pas une implication qu'ils sont les sociétés internationales de la Banque-même. Moi, j'ai essayé d'inviter les gens pour discuter avec eux la manière de laquelle ils ont utilisé les forêts, et franchement, d'avoir des conversations directes pour changer la manière de laquelle les sociétés participent dans les forêts. Je veux ajouter ça seulement que le CEO groupe n'est pas un groupe de la Banque Mondiale. Actuellement c'est la possibilité pour nous de discuter avec les sociétés internationales la manière dans laquelle elles ont utilisé la force qu'elles ont, et pour changer la manière dans laquelle les sociétés passent dans les pays. Et j'ai entendu ce matin de ce projet de société allemande, et je dois dire très franchement que je pense avec vous que la manière dans laquelle cette société a participé...c'est terrible. Et je m'en occupe avec ça, mais je dois vous dire que les relations entre la Banque et cette société ne sont pas très très bonnes à cet instant. Nous avons essayé de changer la manière dans laquelle ils ont utilisé les forêts, et nous avons une bataille maintenant entre la Banque et cette société.

C'était un point à côté, mais je veux dire ça. Et peut-être je peux suivre en anglais pour l'instant.

Laissez-moi dire que, avant toute chose, je pense que les objectifs de la Banque et, réellement de tous ceux qui ont parlé, est d'avoir une exploitation socialement responsable des forêts. Quand je dis socialement responsable, c'est parce que si rien n'est fait, il y aura une exploitation irresponsable des forêts. Et, je crois, et je vous demanderai de croire, que l'intervention de la Banque est faite pour tenter d'améliorer la situation, pas pour aggraver la situation.

Maintenant, l'expérience au Cameroun a été très difficile pour tout le monde. Et la question est : qu'est-ce que cela aurait été sans intervention ? Mais cela fait partie de l'histoire. Maintenant, c'est la question de savoir ce qui va se passer dans ce pays énorme, de la taille de l'Europe, avec d'immenses et précieuses ressources, qui n'ont pas seulement une valeur monétaire, mais constituent la vie pour des millions de gens. Ainsi, nous n'avons pas seulement à faire à une ressource destinée à l'exploitation, nous avons à faire aux vies de gens qui possèdent la forêt, qui vivent de la forêt. Et comme notre collègue d'Indonésie le disait, je crois tout à fait correctement, on devrait regarder, comment...le défi, pas seulement du point de vue du bois d'oeuvre, mais du point de vue des moyens d'existence, et le secteur informel dans les forêts comme étant central.

Ainsi, la première chose est je crois...et la deuxième chose que je devrais dire est que je pense que le Gouvernement, en général, n'a pas une grande capacité. Je crois que vous savez tous cela. Je n'ai pas besoin de vous dire que nous émergeons, espérons-le, de la guerre, que même la structure de base de la société n'est pas encore entièrement établie en RDC. Et sans aucun doute le Gouvernement, n'est pas encore entièrement établi...et n'est pas solide dans un bon nombre de domaines, et un domaine bien sûr est l'administration des forêts. Ce n'est pas comme le service des forêts des Etats-Unis, c'est quelque chose de relativement différent. Et ainsi, nous avons tous à faire à une situation gouvernementale qui n'est pas solide, et où franchement le rôle de la société civile devient d'une importance suprême, dans un sens, à la fois en termes d'information et de contrôle. Et là, je crois, se trouve l'occasion, que nous allons certainement suivre de plus près, d'essayer de voir comment la combinaison de la force d'ONGs locales, d'ONGs internationales et de la nôtre, peut influencer le Gouvernement et le secteur privé à être plus constructifs, plus sensibles et plus en accord avec les dommages qui peuvent découler de l'exploitation industrielle du bois.

La chose que je voudrais dire ensuite est que, clairement, nous n'essayons pas d'encourager l'exploitation industrielle du bois. Ce que nous essayons de faire est de stopper l'exploitation irrationnelle du bois. Et ici, si nous ne le faisons pas d'une façon qui est optimale, est la meilleure voie...il y a probablement de la place pour plus de discussions...ce qui est clair c'est qu'il y a beaucoup de malentendus de tous les côtés. Et, compte tenu de cela, je vais certainement

encourager mes collègues à poursuivre le dialogue, pas seulement dans cette discussion d'une heure, mais un dialogue plus approfondi pour voir si nous pouvons, au sein de ce groupe, aboutir à une compréhension plus grande et plus approfondie et une plus grande cohérence dans la manière dont nous progressons.

L'intérêt de la Banque n'est pas d'être en conflit avec la société civile. L'intérêt de la Banque est d'aider, de façon significative, à améliorer la situation, pas d'aggraver la situation. Et, je crois que ce qui ressort de cette réunion ce matin est le besoin aigu de davantage de dialogue, pour essayer de voir si nous pouvons souder un meilleur consensus.

L'autre chose est que je crois que nous devrions tous comprendre que, encore une fois comme mentionné par notre collègue en Indonésie, que ceci n'est pas un problème d'un jour. Nous parlons ici d'un cadre qui existera des années, à cause de la taille et de la complexité de cette question. Et donc, je ne suggère pas que nous reportions les discussions, je suggère que nous intensifions rapidement les discussions pour souder le consensus. Mais nous devons avoir je crois à l'esprit un système de suivi qui nous permettrait d'avoir une sorte d'initiative commune entre la Banque et la société civile qui aboutira je l'espère à renforcer le Gouvernement. Et ceci, nous devons y travailler rapidement, mais avoir assez de flexibilité pour que nous puissions le faire fonctionner pour des années. Car cette question est une question de décennies, ce n'est pas une question d'aujourd'hui à demain.

Je vais donc encourager mes collègues à vous rencontrer pour essayer de voir comment nous pouvons établir un cadre flexible dans lequel nous pouvons échanger des informations, nous pouvons nous accorder sur les objectifs, engager le Gouvernement, traiter des questions de renforcement des capacités qui, je le pense, sont essentielles, à la fois dans le Gouvernement et dans la société civile, et très important selon moi, le contrôle, que se passe-t-il, sous une forme qui nous permette d'alerter chacun d'entre nous et ensuite le Gouvernement de ce qui se passe. Et un contrôle, pas seulement en mètres cube de bois d'oeuvre, mais en termes de dimensions sociales, en termes de bénéficiaires, en termes de problèmes, pour que nous puissions devenir une force afin de contrebalancer ce qui est en train d'être fait, ce pour quoi, je pense, la Banque peut vous être très utile.

Je suis donc frappé par la discussion, et laissez-moi aborder finalement la question pénétrante de la corruption. Je crois que vous savez qu'un membre du Gouvernement a été tué, je crois que vous savez qu'un certain nombre de personnes ont été attaquées physiquement, à plusieurs endroits. Et la question de la corruption est endémique. C'est un énorme problème dans le monde en matière d'exploitation du bois d'oeuvre. Et peut-être que notre ami en Indonésie pourrait nous aider un peu à ce sujet. Mais il n'y a aucun doute que la corruption est absolument centrale dans les problèmes auxquels nous faisons face, et elle fait partie d'une structure bien plus large. Et j'aimerais simplement dire au monsieur de Greenpeace que j'ai passé neuf ans à comprendre les problèmes de corruption. Et s'il a une quelconque formule magique que je peux avoir pour aider à éradiquer la corruption d'une manière autre que la nôtre, je serais plus qu'heureux de la recevoir.

Je n'ai pas baissé les bras dans la lutte contre la corruption, je suis vigoureusement engagé. Mais j'observe que, dans les pays qui émergent de conflits, où il y a de très précieuses ressources, et où il y a une limitation à la force du Gouvernement, que ces dernières sont des conditions sine qua non à la pratique extrême de la corruption. Et nous avons à lutter contre elle tous les jours. Alors je veux juste faire observer que je ne suis pas naïf en ce qui concerne la question de la corruption, pas du tout, mais je crois que c'est une lutte commune à laquelle nous devons faire face.

Ce que j'aimerais, c'est que mes collègues, qui y sont disposés, répondent à un certain nombre de questions spécifiques, mais laissez-moi dire que je suis personnellement prêt à participer à nouveau, après un certain temps en essayant de regrouper les problèmes, et de suivre ce dossier avec vous jusqu'au bout, si vous le souhaitez, parce que la question de la forêt, pour moi, en Afrique et en particulier en Afrique Centrale est cruciale et combine non pas seulement une question d'une ressource économique, mais un énorme problème social affectant les Pygmées, affectant les peuples autochtones, et je peux vous assurer que mes collègues et moi-même ici à la Banque sommes tout à fait conscients de ces problèmes et nous faisons de notre mieux. Maintenant, si notre « mieux » pour être amélioré, nous en serions ravis. Et je peux vous assurer que nous serions ouverts et non pas sur la défensive en essayant d'avoir des discussions avec chacun de vous pour suivre une meilleure trajectoire en RDC.

Je dois maintenant ... mais je dois y aller et traiter avec le Conseil des Directeurs de la Banque. Je préférerais rester avec vous, mais je dois y aller et traiter avec eux. Je vais vous laisser avec mes collègues et je vous remercie beaucoup pour cette opportunité et pour ce que j'espère être la première d'une série de réunions. Merci beaucoup.

### **Intervention d'Emmanuel Mbi, BM**

Merci beaucoup Jim pour être resté avec nous, et merci à nos collègues.

Ici, je crois que nous sommes pris par les contraintes de la technologie parce que dans cinq minutes nos connexions vont prendre fin. Nous avons une connexion jusqu'à 9 heures 30. Mais peut-être deux ou trois points rapides, et ensuite pour la minute ou les deux minutes restantes nous pouvons voir si quelqu'un a un point urgent à soulever. Je voudrais peut-être, Onno, vous avez été anormalement calme...je voudrais que vous disiez peut-être une ou deux choses depuis le terrain, compte tenu que vous êtes avec le plus grand groupe de personnes.

Avant toute chose, suite à ce que Monsieur Wolfensohn a dit, ce que je vais faire et ce que nous allons faire est de demander à notre équipe, clairement, que nous devons intensifier les consultations et de manière beaucoup plus large. Je veux dire, nous pouvons faire ceci hors-connexion et trouver un moyen d'ajouter des mécanismes appropriés pour ces consultations.

Mais ce que je voudrais faire, au-delà de cela, est d'être capable de faire état des progrès sur ce front, très ouvertement. Alors, ce que je proposerais que nous fassions est que durant les prochaines réunions des groupes consultatifs pour la RDC, en octobre, ou non, en octobre-novembre, que nous organisions effectivement ... que nous ayons ces discussions à ce moment. Nous avons fait cela ces deux dernières années avec les groupes d'affaires, via des « business fora » qui étaient...vous savez...ils ont leurs événements...et nous avons découvert que de nombreuses questions ont été soulevées par les gouvernants autour de la table, les ONGs locales et internationales, etc, tout autour de la table... Et là il y a des décisions qui ont pu être prises, et avec tous les donateurs, 40 donateurs autour de la table, des décisions ont pu être prises. Alors, nous pourrions peut-être faire état des progrès à ce moment, mais entretemps, nous pouvons mettre en place un mécanisme dans lequel nous assurons que nous aurons cette consultation. Devrions-nous faire ceci tous les mois ? Devrions-nous nous asseoir autour de la table, sous quelle forme, dans quel cadre, etc ? Ainsi, je pense qu'au-delà de cela, pour éviter le type de malentendus qu'il y a eu, nous venions en fait au moment des réunions des groupes consultatifs qui sollicitent l'attention de tout le monde, au fond pour faire état des progrès de.... Ça a marché très bien pour nous du côté du secteur privé, et ça pourrait très bien marcher ici.

Je crois que...un point qui a été soulevé dans le cours des discussions...et mentionné par, je pense Maître Kabuya, est que les conditions de vie en RDC sont atroces, atroces. Je veux dire tous nos documents ont relevé ceci et tous les programmes que nous essayons de mettre en place sont en fait conduits de façon à adresser ces problèmes de conditions de vie, pas seulement les forêts, pas seulement les mines, mais vous avez...le fonds social par exemple, le projet de réunification et toute la série de tous nos projets. Au fond, ce que je dis c'est qu'un effort intégré est requis.

Mais laissez-moi simplement m'arrêter ici...Onno, si vous pouvez prendre une minute pour dire quelque chose, et après peut-être India?

### **Intervention d'Onno Rühl, BBM Kinshasa**

Euh, merci Emmanuel. Je vais parler en français pour faciliter la compréhension des amis ici à Kinshasa. J'ai pas beaucoup dit parce que je voulais d'abord écouter, mais...je voudrais juste prendre quelques points forts de ce que j'ai entendu.

La question, l'exploitation du bois se produira t-elle de toute manière, je peux vous dire que quand on monte sur le toit de ce bâtiment, on voit que on coupe la forêt parce qu'il y a des grumes derrière notre bureau, beaucoup plus qu'il y a deux ans. Ça se produit. C'est pas une question, c'est factuel.

Et donc c'est pour ça que j'ai été frappé par ce qu'a dit Monsieur Ngoy. Le Code forestier est de la théorie à l'heure actuelle, parce qu'on n'a pas encore les textes d'application. Euh, de ce qu'a dit, je pense que c'était Maître Kabuya, y a pas de bénéfice social visible sur le terrain. C'est logique parce que le Code forestier est encore de la théorie.

Et je pense que le défi, après avoir entendu que nous partageons tous les mêmes objectifs, et après avoir compris la complexité du problème, de traduire l'urgence de la situation. Parce que l'exploitation du bois est en cours, et il faudrait, d'ici le groupe consultatif, j'espère travailler avec tout le monde représenté ici, pour voir dans quelle mesure nous pourrions soutenir le Gouvernement pour améliorer la situation sur le terrain, en même temps que nous allons travailler pour développer les textes d'application qui seront très importants, mais qui n'ont aucun impact sur la situation sur le terrain d'aujourd'hui.

Et je pense que cette urgence je la ressens. La pression que moi je ressens, parce que je reçois presque tous les acteurs, y inclus les sociétés privées dont Greenpeace parlait, si la pression est forte sur moi, on ne peut que s'imaginer comment la pression est forte sur le Gouvernement. Et Monsieur Wolfensohn a correctement dit que la capacité du Gouvernement...est faible. Donc il faut se mettre ensemble pour soutenir le Gouvernement qui a pris des mesures qui ont...la situation, mais qui pour le moment n'ont pas l'impact désiré sur le terrain.

Je pense que si on peut travailler ensemble, si ça ca pourrait être le résultat de cette discussion d'aujourd'hui, moi en tout cas je serais très très content.

Merci.

#### **Emmanuel Mbi, BM**

Merci Onno. .... ou devrions-nous dire au revoir et aller ensuite sur le net pour communiquer. Je vois que vous levez la main Simon, voudriez-vous... ?

#### **Seconde intervention de Simon Counsell, Rainforest Foundation UK**

Allô, eh bien oui, je me demandais si je pouvais juste revenir sur certains des points qui ont été soulevés, et en particulier sur celui, crucial, de « l'exploitation du bois aura-telle lieu de toute façon ? » Et oui bien sûr, je crois que tout le monde reconnaît que dans une certaine mesure l'exploitation du bois se poursuivra avec ou sans l'implication de la Banque Mondiale. Mais je crois que c'est un mauvais choix de dire que nous avons soit une exploitation du bois chaotique non régulée comme elle existe aujourd'hui, soit une exploitation industrielle du bois à grande échelle organisée avec l'implication de la Banque.

Il y a d'autres choix, et comme notre collègue David Kaimowitz à Djakarta l'a relevé, et comme cela est en fait reconnu par la Banque, l'économie informelle, les moyens d'existence des gens pauvres vivant dans les forêts, sont quelque chose qui constitue certainement une meilleure utilisation économique des forêts que l'exploitation industrielle du bois. Un autre choix, et il y a ici une véritable chance pour la Banque Mondiale, je pense, de véritablement y arriver, est de voir comment elle peut renforcer directement ces moyens d'existence, renforcer l'économie informelle, regarder comment les produits non-ligneux sont utilisés, commercialisés et ainsi de suite dans la forêt, plutôt que de se baser sur un modèle d'intervention dans le secteur forestier qui a, dans d'autres pays, comme le Cameroun et d'autres, prouvé dans le passé qu'il était tout à fait inadéquat et n'a pas aidé à réduire la pauvreté.

Alors, ceci est mon argument je crois : regardons les alternatives à l'exploitation industrielle du bois, et oui, la Banque peut avoir une influence sur le Gouvernement congolais, elle peut travailler avec le Gouvernement congolais, envisager des alternatives à ce modèle dont, je crois, nous avons tous des motifs raisonnables de douter.

Merci.



**Emmanuel Mbi, BM**

Merci beaucoup. Bon point. Bonne suggestion. Considérer les alternatives, nous devrions faire cela, absolument.

Euh, merci beaucoup à tous les collègues de Djakarta, de Bruxelles. Je crois que nous avons quelqu'un qui écoutait depuis Oslo, de New-York, Kinshasa, Libreville...et New-York et Washington bien sûr... Alors merci beaucoup. Ceci est donc le commencement, espérons-le, d'un dialogue renouvelé qui nous conduira vers la réunion des groupes consultatifs.

Merci. Au revoir.

---

Traduction : 12/07/04 - Lionel Diss